

LIANCOURT

Ça sent le roussi du côté de la cuisine centrale

Les employés du Conseil général de l'Oise l'attendent depuis plus de trois ans. La construction de la cuisine centrale (financée par la collectivité territoriale) qui alimentera treize collèges du département sera achevée pour la rentrée prochaine. Pour la quinzaine d'employés qui pensaient y travailler, le rêve vient cependant de s'arrêter. Des appels d'offre viennent d'être lancés. Le conseil général a décidé de confier la prestation à une entreprise privée.

DES APPELS D'OFFRE LANCÉS

Jeudi 5 juillet, midi. Une vingtaine de personnes manifeste devant la cuisine centrale, à Liancourt. F.S.U. (Fédération syndicale unitaire de la fonction publique), F.O. (Force ouvrière), C.G.T. (Confédération générale du travail), les syndicats sont quasiment tous là pour protester de la décision du Conseil général. Une décision qu'ils ont apprise presque par

hasard. «On sait depuis la mi-mai que des appels d'offre ont été lancés», annonce Olivier Ardenois, le secrétaire régional du syndicat UNATOS-FSU. Ce sont nos collègues de la commission menu qui nous ont alertés. On a d'abord envoyé une lettre ouverte au président du Conseil général (le sénateur socialiste Yves Rome, Ndlr). Nous attendons toujours la réponse.»

Jusqu'en 2009, les cuisines centrales des lycées géraient également les repas des collèges. Au mois de juillet la compétence a été transférée au conseil régional. Les repas des collégiens ont alors été pris en charge, temporairement, par des entreprises privées. Sur la trentaine d'employés gardée par le conseil général, treize ont eu des postes «satellites» dans les collèges. Ils s'occupent de réceptionner les repas. Les autres ont été dispatchés dans d'autres services de la collectivité. La fin de la construction de la cuisine



Les syndicats sont unanimes : ils ne veulent pas laisser passer la privatisation de la cuisine centrale de Liancourt.

centrale des collèges était une bouffée d'oxygène dans le quotidien de ceux qui souhaitaient reprendre leurs fonctions.

«Le personnel était fier à l'idée de travailler dans une

toute nouvelle structure, reprend Olivier Ardenois. Ils se sont donnés à fond, surtout ceux qui n'ont pas de contrats fixes.»

Parmi le personnel, les treize qui travaillent dans les éta-

blissements scolaires desservis par la cuisine centrale ne changeront pas de poste. Les autres risquent d'être affectés à d'autres fonctions. Les plus pessimistes imaginent même, qu'à terme, ces

emplois ne seront plus remplacés.

Les syndicats sont unanimes, ils recommenceront les actions à la rentrée, histoire d'obtenir gain de cause. «On sait très bien que le privé n'a que faire de la qualité des repas et du volet pédagogique, avant on faisait des menus à thème selon le calendrier des activités, lance Olivier Ardenois. On ne connaît même pas le prix des repas.»

Du côté du Conseil général, on explique que la solution trouvée est la plus intéressante pour les familles puisque le prix des repas sera de 3,80 euros au lieu de 5 euros. Une différence d'1,20 euro qui compte pour les ménages les plus modestes. Quant à la situation de l'emploi de chacun, elle fera l'objet d'une étude approfondie.

Une affaire qui risque de faire des vagues à la rentrée prochaine.